

Mesure agroenvironnementale rotationnelle (MAER2)

POURQUOI ?

La diversification des assolements et l'allongement des rotations dans les systèmes de grandes cultures contribuent à améliorer la qualité de l'eau et à protéger la biodiversité en limitant le développement des bio agresseurs et l'intensité d'utilisation des produits phytosanitaires en zone de grandes cultures.

POUR QUELLES ACTIONS ?

La MAER2 est une mesure agroenvironnementale qui s'appuie sur un assolement avec un minimum de 3 cultures différentes sur 5 ans. Les cultures introduites sont en général du tournesol, du pois, du seigle, du triticale. Cette diversification permet une réduction des traitements phytosanitaires.

POUR QUI ?

La MAER2 est destinée à toute personne physique ou morale exerçant une activité agricole qui s'engage sur au moins 70% des surfaces en terres arables de son exploitation l'année de la demande.

COMMENT ET QUAND ?

En contrepartie d'une rémunération annuelle par hectare engagé, l'exploitant agricole s'engage pendant 5 ans à respecter le cahier des charges de la mesure agroenvironnementale. La demande est déposée en même temps que la demande d'aide unique, c'est-à-dire au plus tard le 15 mai.

L'exploitant s'engage pendant 5 ans à respecter chaque année :

- **La conditionnalité,**
- **Les exigences complémentaires relatives aux pratiques de fertilisation et d'utilisation de produits phytosanitaires, spécifiques aux mesures agroenvironnementales,**
- **Le cahier des charges de la MAER2, qui concerne des critères de diversité de l'assolement et de la succession culturale : un minimum de 3 cultures différentes sur 5 ans sans retour d'une même culture deux années successives sur la même parcelle, la part de la culture principale est inférieure à 45% et la part des trois cultures majoritaires et du gel sans production inférieure à 90%.**





COMBIEN ?

La MAER2 est un dispositif du socle national du PDRH essentiellement financé par des crédits du ministère de l'Agriculture et de la Pêche, pour un montant d'environ 180 M€ sur la période. L'aide est fixée à 32 €/ha et est plafonnée à 7 600 €/an pour une exploitation.

Qu'est ce qui change ou qui est nouveau par rapport à 2000-2006 ?

Le respect de la conditionnalité et des exigences complémentaires relatives aux pratiques de fertilisation et d'utilisation de produits phytosanitaires vient remplacer le respect des bonnes pratiques agricoles habituelles.

Le retour d'une même culture deux années successives sur la même parcelle est interdit et la part de la quatrième culture est augmentée.

Les cultures éligibles ont été étendues à l'ensemble des terres arables, y compris le gel, et uniformisées au niveau national.

Les conditions d'accès, les engagements et la rémunération ont été uniformisés au niveau national.

La rémunération est fixée à 32 €/ha.

